

Convention collective départementale

IDCC : 943. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES ET CONNEXES
(CALVADOS)
(30 juin 1977)**

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,
Journal officiel du 17 novembre 1978)

■ *Journal officiel* du 24 octobre 2007

**Arrêté du 16 octobre 2007 portant extension d'un accord conclu
dans le cadre de la convention collective départementale des
industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados
(n° 943)**

NOR : MTST0768465A

Le ministre du travail, des relations sociales et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 133-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 17 octobre 1978 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 25 juillet 2006, portant extension de la convention collective du 30 juin 1977 des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord départemental du 6 juin 2007 sur les rémunérations minimales hiérarchiques et les salaires minima annuels garantis, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 août 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 133-2 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective du 30 juin 1977 des industries métallurgiques, mécaniques et connexes du Calvados tel

qu'étendu par l'arrêté du 29 mai 1987, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de l'accord départemental du 6 juin 2007 sur les rémunérations minimales hiérarchiques et les salaires minima annuels garantis, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve des dispositions de l'article L. 132-12-3 du code du travail.

L'article 3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 5 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991 relatives aux éléments à prendre en compte pour l'application des garanties de rémunérations effectives.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2007.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2007/29, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,80 €.